

Compte-rendu d'AG du mardi 11 octobre 2011 Base de Saint-Cyr-en-Val

Réunis à l'occasion de la journée de mobilisation du 11 octobre 2011, les agents présents ont pris connaissance des points du préavis de grève (financement, organisation, implantation territoriale, salaires, rapports en retard).

Il ont aussi abordé les points de la journée au plan national (pour une taxe des transactions financières, contre la taxation des mutuelles, pour stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction Publique, pour soutenir le pouvoir d'achat des bas revenus...).

Pour l'Inrap, ils saluent en premier lieu que la Direction Générale ait accepté de repousser la décision de fermer la résidence administrative de Bourges. Comme ce n'est qu'une suspension provisoire de la mesure, ils apportent tout leur soutien à leurs collègues et **demandent toujours que des locaux soient mis à disposition des agents dans les plus brefs délais à BOURGES.**

Au nom de la cohérence de nos implantations territoriales, de la politique de recherche scientifique, du maintien de la lisibilité de l'institut dans ce département où l'on pratique de l'archéologie de longue date, devant l'augmentation conséquente des risques routiers liés aux déplacements et les conséquences sociales dramatiques pour leurs collègues, si cette implantation était fermée, ils maintiennent :

Il faut un centre archéologique à Bourges.

Ils contestent une organisation de l'Inrap où seuls de gros centres archéologiques de plus de 30 personnes seraient l'avenir.

Ils se disent prêts à des mouvements de solidarité sous diverses formes sur cette affaire.

S'agissant de l'organisation de l'Inrap, ils continuent de demander un bilan réel sur « l'expérimentation » qu'a constitué le projet de réorganisation de la DIR CIF. Le constat reste le même pour les agents présents, la multiplication des postes de cadres sup auprès de la direction a entraîné une dilution des informations et des responsabilités, ce qui n'améliore en rien nos quotidiens.

S'agissant des systèmes de gestion et des nouvelles technologies, ils rejettent l'idée répandue par la Direction Générale de l'Inrap que les difficultés proviennent des agents qui seraient rétifs aux changements. **Ils veulent des outils adaptés dès leur conception à leurs besoins, sans que l'utilisation débouche sur une perte de temps, d'énergie et d'argent. Ils veulent être réellement formés et écoutés.** Ceci s'étend à tous les systèmes d'information en cours ou à venir (SGA, tablette informatique, SIG). Ils regrettent amèrement la disparition des correspondants informatiques.

Ils regrettent qu'il n'y ait pas de plan de recrutement à l'Inrap et de création de postes dans les SRA dans un proche avenir.

Ils dénoncent les méfaits des amputations de moyens sur les chantiers, diag comme fouille. Ils s'interrogent sur la résolution du problème des rapports en retard et demandent plus de clarté sur le principe des 5% et les modalités d'attribution de ces moyens complémentaires pour achever des rapports. Ils insistent sur le fait qu'il est important que tous les agents soient logés à la même enseigne et aient le droit à des moyens.

Un point a été fait sur la réforme du financement de l'archéologie préventive.